

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

janvier 2010

globule rouge

INFO

LA CAMPAGNE est lancée

Le *Front de gauche* élargi est une réalité dans 17 régions pour les prochaines élections régionales.

Le Parti communiste n'a pas ménagé ses efforts et son engagement pour en arriver à ce résultat.

Le meeting unitaire national du 10 janvier a montré la dynamique qui est en construction avec les listes de rassemblement lar-



ge qui sont en constitution partout sur le territoire national. Les problématiques liées à la santé ont été très présentes dans de très nombreuses interventions.

Les thèmes de la santé et de la protection sociale sont au cœur des préoccupations de la population. Les attaques du pouvoir nécessitent une mobilisation déterminée.

La mise en œuvre de la loi HPST, la gestion politique de la grippe favorisant les grands groupes pharmaceutiques, les perspectives concernant le dossier des retraites, les plans de suppressions d'emploi dans le secteur sont autant de sujets qui nécessitent de faire connaître tout azimut nos propositions alternatives.

Les initiatives régionales sur la santé et la protection sociale, initiées par

le Parti et relayées unitairement, durant la campagne, répondront à cet objectif.

Il est important de faire progresser le débat politique sur ces questions. Il

est constitutif de la consolidation du rapport de force indispensable pour imposer d'autres choix.

Les camarades de la commission nationale sont disponibles pour ces initiatives régionales.

Simone Fayaud, Jean-Luc Gibelin
animateurs de la commission
Santé/protection sociale

la
prochaine
réunion de
la commission
Santé/protection sociale
aura lieu le
samedi 30 janvier
de 9 h 30 à 16 h
au CN du PCF

merci de confirmer votre participation
sante@pcf.fr

LE 13 JANVIER 2010

une journée bien remplie

En effet, nous avons eu deux initiatives de la commission sur cette journée.

Le groupe de travail sur les expressions en direction des salariés du secteur avec la production de *À cœur ouvert* : l'analyse du premier numéro paru en décembre a été positive pour un numéro 0.

Nous avons travaillé sur la trame du prochain numéro qui sera disponible pour les tirages au plan local ou départemental pour envisager des distributions à compter du 22 février et durant les trois dernières semaines de la campagne électorale des régionales.

L'après-midi, nous avons tenu notre initiative de travail avec les partis politiques de gauche, les organisations syndicales, des associations sur la question centrale du financement de la protection sociale. La participation était très intéressante avec la présence du PS, du PG, du NPA, de la CGT, de la CMH et de l'UCMSF (intersyndicales de médecins hospitalier et

salariés non hospitaliers), de l'Ufal Santé. Dans les excusés, SUD, la CFTC, l'Unsa, la coordination de défense des hôpitaux et maternités de proximité, le SYNPHAR et l'INPH (intersyndicales de médecins hospitaliers).

Le contenu était à la hauteur de la participation avec plus de trois heures trente de débat et d'échange sur cette question centrale, mais « conflictuelle » entre les organisations présentes, du financement de la protection sociale. La décision a été retenue par les participants de se retrouver pour un temps de travail en commun, fin mars-début avril, sur les deux questions de la retraite et du handicap.

L'analyse plus fine sera réalisée lors de la réunion de la commission nationale le 30 janvier. C'est, sans conteste, un grand succès d'avoir tenu cette initiative pour notre commission.

Jean-Luc

LETTRE À ROSELYNE BACHELOT DU GROUPE CRC-SPG AU SÉNAT

Madame la Ministre,

Nous avons été alerté par de nombreuses organisations syndicales représentant les infirmières et infirmiers de notre pays, concernant les réquisitions auxquelles vous procédez tant pour les personnels précédemment mentionnés que pour les internes en médecine. En effet, les réquisitions procédées dans le cadre de l'arrêté que vous avez pris le 4 novembre dernier, ne sont pas sans conséquence, tant sur l'organisation hospitalière que sur la formation des élèves infirmiers que vous entendez réquisitionner. Il semblerait en effet que les établissements publics de santé, qui seuls ont été mis à contribution, ont du faire face à la pénurie d'internes résultant des mesures d'urgence que vous avez prises, alors qu'il aurait été plus simple et même plus logique, de demander aux médecins de premiers recours de participer activement à l'opération vaccinale contre la grippe H1N1.

Les élèves infirmiers quant à eux s'inquiètent des conditions d'application de ces mesures, dénonçant par exemple l'éloignement parfois trop important entre le centre de vaccination auquel ils sont attirés, et ce alors même que rien n'est prévu au niveau financier pour compenser immédiatement les pertes financières résultant des avances de frais qu'ils sont contraints de supporter. Des inquiétudes qui dépassent de loin ces considérations matérielles, les élèves infirmiers considérant que ces réquisitions ne seront pas sans conséquence sur leur formation. Dans le contexte actuel, et si les risques pandémiques sont tels que vous les présentez pour justifier des mesures d'urgence que vous prenez, il nous semble nécessaire et logique de déclencher le « plan blanc élargi ».

Madame la Ministre, compte tenu des interrogations légitimes des populations et des personnels médicaux et paramédicaux concernés, tout comme l'ensemble des fonctionnaires pouvant être potentiellement réquisitionnés, je vous demande, au nom du groupe CRC-SPG, la réunion en urgence d'une rencontre nationale réunissant l'ensemble des acteurs concernés, portant précisément sur les conditions d'application de l'arrêté que vous avez pris le 4 novembre dernier.

Je vous prie de croire, Madame la Ministre, en l'expression de mes salutations distinguées.

Nicole Borvo-Cohen Seat, présidente du groupe CRC-SPG, le 14-12 2009

BUREAU
DE PRESSE
DU PCF

communiqués

12 janvier 2010

Vœux de Sarkozy à la santé : l'autosatisfaction comme feuille de route !

Lors de son discours au monde de la santé, le Président de la République a poursuivi dans le cadre de l'autosatisfaction convenue. Alors que les débats sur la loi Bachelot ont montré une mobilisation large et inédite des actrices et acteurs de la santé, alors que la gestion de la pandémie grippale consolide les profits de quelques grands groupes pharmaceutiques, le président ne voit que des sujets de satisfaction de sa politique. La cécité et la surdité sont à leur maximum ! La question centrale du financement de la protection sociale impose de faire vraiment du neuf.

Le PCF met à disposition ses propositions permettant, avec la taxation des revenus financiers, d'abonder les recettes de plus de 70 milliards. Il serait alors possible de réellement répondre aux besoins de la population en matière de santé, de retraite, de politique familiale.

Les élections régionales seront l'occasion de porter un projet de rupture faisant des régions des lieux de résistance à la politique de régression sociale et d'arbitraire notamment avec les Agences régionales de Santé.

Île-de-France

ACTIVITÉS DIVERSES

Une réunion a eu lieu le 2 décembre dernier au conseil régional, à l'initiative de la commission régionale Santé du PCF et du PG. Cet échange a permis de lancer le principe d'une initiative publique au niveau régional sur les questions de santé.

Il y aura donc un meeting le vendredi 12 février à 20 h 30 à Malakoff. Ce sera autour des questions des centres de santé au niveau régional. Ce meeting clôturera une journée entière où, dans tous les lieux possibles, les candidates et candidats de nos listes seront dans des initiatives publiques autour de la santé et de la protection sociale.

Il est prévu aussi de mettre en place un collectif électoral Santé/Île-de-France avec les partenaires du Front de Gauche, avec les candidates et candidats de ce secteur.

Il est aussi prévu une initiative à Paris autour du droit des femmes, de l'IVG, de la contraception et du Planning familial, des maternités...

Un débat est en cours d'organisation à Vitry sur la Sanofi et nos propositions sur le médicament.

Enfin, une rencontre à l'initiative des groupes parlementaires au Sénat autour des questions de la psychiatrie et de la santé mentale est annoncée...

Autour de ces dates, des réunions au caractère départemental sont programmées.

Une réunion de la commission régionale est prévue dans la seconde quinzaine de février pour faire le point à mi campagne.

Fabien Cohen

parole d'élus

collectivités territoriales/santé même combat



par Laurent Perea
maire de Saint-Capraise
de Lalinde, Dordogne

En milieu rural, plus particulièrement qu'ailleurs, il est visible comment les politiques de l'État ont vidé les territoires de leurs activités économiques et de leurs services publics : écoles, postes, tribunaux, transports collectifs... tous les secteurs sont touchés, avec une amplification en vue avec la réforme des collectivités territoriales projetée.

C'est bien l'effet cumulatif de la désertification qui explique tout particulièrement les difficultés pour maintenir dans notre département la présence de praticiens généralistes, ce qui oblige des patients paniqués à attendre des heures, voire des jours, et à parcourir parfois des dizaines de kilomètres, pour être soignés.

Pilier du système de santé en milieu rural, le médecin généraliste y est reconnu et apprécié, notamment pour son rôle social. Il est donc essentiel d'améliorer ses conditions d'exercice et de mettre en place des structures médicales adaptées et développées à l'appui des médecins libéraux, car, à eux seuls, ils ne peuvent pas assurer la sécurité de leurs patients et le traitement des pathologies les plus lourdes. C'est ce que nous tentons de faire à l'échelle de nos collectivités locales...

Mais, dans le même temps, le projet de loi Bachelot porte, lui, le risque majeur d'ajou-

ter une crise sanitaire à la crise sociale que connaît notre pays. Sa réforme s'inscrit en effet dans la réduction des moyens alloués à la santé publique, en plaçant l'hôpital public, les maisons de retraite et EPHAD, dans une logique de restructuration purement économique par le rationnement et l'éloignement des soins pour les patients, au mépris du principe d'égal accès aux soins.

Elle fait la part belle au secteur à but lucratif, renforçant le pouvoir des futures agences régionales de santé et celui des directeurs des futures communautés hospitalières territoriales, tout en faisant reculer la démocratie sanitaire : les personnels, les usagers, les élus que nous sommes voyons notre rôle restreint, ignoré.

C'est pourquoi, dans notre monde rural, des mouvements, des luttes se construisent, pour favoriser un véritable maillage territorial sanitaire, plus près des patients et de leurs familles et de la réalité de terrain : prévention, diagnostic, accueil et soins, orientation... à même de répondre avec les meilleures garanties de sécurité à une approche solidaire et humaine des problèmes.

En tant qu'élus, je ne peux qu'être de ce combat, notamment avec cette responsabilité d'ouvrir ce débat dans sa dimension citoyenne...

LA FIÈVRE MONTE dans le 77

MAIN BASSE SUR L'HÔPITAL PUBLIC

Le nouvel hôpital de Jossigny (77), inauguré en grandes pompes par Madame Bachelot, annonçait, en parallèle de sa construction, la fin de l'hôpital public de Lagny sur Marne.

Sur un territoire de 450 000 habitants, couvrant l'ensemble des secteurs de Marne la Vallée, l'hôpital de Jossigny ne peut à lui seul couvrir les besoins de santé d'une population en croissance. C'est le devenir même de l'hôpital public et de son accès pour tous qui est ainsi posé. Il faut souligner que depuis la construction du nouvel hôpital de Jossigny, bon nombre de cliniques privées déménagent pour s'installer à proximité, ceci afin de définir des clauses de répartition des pathologies...

Dès lors, le Front de Gauche, avec le collectif de défense de l'hôpital de Lagny-Jossigny, des élus régionaux, et un sénateur, a demandé une rencontre en février 2009 à l'ARH/Île-de-France, avec l'exigence d'un diagnostic de territoire et notre place dans un Comité de pilotage. En juin, l' élu communiste, siégeant à la communauté d'agglomération de

Marne et Gondoire, découvrait, au travers d'un document sur les nouveaux quartiers urbains, le projet de rachat de 9 des 10 hectares des terrains de l'hôpital de Lagny. Il a été le seul à voter contre...

En juillet et août, le PCF puis le Front de Gauche recueillaient plus de 2 000 signatures sur une pétition exigeant une requalification des services de l'hôpital de Lagny, a contrario de la vente de la quasi-totalité des terrains. Cela implique l'élaboration d'un projet de territoire avec la prise en compte de la problématique santé.

Rien n'étant définitif, il convenait pour nous d'associer le plus grand nombre à la détermination d'un projet sanitaire de territoire.

Le vendredi 27 novembre, une première réunion a réuni plus de 130 personnes, dont des praticiens, qui ont donné leur avis sur ce qui devait rester à l'hôpital de Lagny en complémentarité avec Jossigny.

Cette action aura sans nul doute été prolifique quant à la convergence de différents acteurs (élus, collectif, région, député...) afin de donner de l'ampleur et de la crédibilité à un projet apportant des réponses aux besoins de santé publique d'une population, sur un territoire comme celui de Marne la Vallée et de ses environs.

Gérard Salkowsky

les cocos dans les collectifs locaux

PSYCHIATRIE

ça bouge dans le Secteur !

- Suite à la Loi HPST, il est prévu l'adoption en 2010 d'une loi spécifique pour la psychiatrie, sur la base du rapport Couty remettant en cause les fondements de la psychiatrie de Secteur.
- Le ministère bloque tous les renouvellements de « chefferies ». Nous craignons qu'il ne veuille en profiter pour, après les élections, mettre un terme au principe « un Secteur peut être un pôle » par la fusion de plusieurs secteurs dans un pôle.
- Face à ces menaces, il existe un fort potentiel de mobilisation des professionnels. Pour preuve le succès du meeting du 28 novembre des 39 *La nuit sécuritaire* que nous avons soutenu, qui a réuni près de 1000 personnes.
- Dans ce contexte, les communistes prennent toute leur place dans la construction d'un mouvement large et déterminé de résistance.

C'est dans ce cadre que les parlementaires communistes et apparentés prévoient d'organiser au Sénat une rencontre de tous les acteurs de la psychiatrie avant même que la loi ne soit à l'ordre du jour.



Par ailleurs, nous envisageons au printemps une réunion de travail de la Commission Santé élargie et ouverte aux collectifs, sur les questions de psychiatrie.

Serge Klopp